

Que se passera-t-il? Quelles seront les conséquences? Notre régime d'assurance-maladie se fractionnera. Nous aurons un système à deux niveaux, un pour les riches et un pour les pauvres. Le régime d'assurance-maladie, qui a été l'une des grandes réalisations de ce pays, cessera d'exister dans sa forme actuelle. Ce sera l'aboutissement du projet de loi C-20.

Ce sera un moment marquant pour notre pays, puisqu'il perdra l'un des éléments qui lui ont donné un objectif commun, un sens de l'unité. Les députés d'en face disent qu'il faut sauvegarder l'unité, mais ils la détruisent par ailleurs et démantèlent ce qui a unifié le pays. Ils ont démantelé ce qui a réuni les Canadiens. Ils ont transformé le pays en une mosaïque de régions qui s'opposent les unes aux autres. Je le dis parce que nous ne possédons plus rien en commun.

Nous vendons telle ou telle société d'État. Nous abolissons le service des postes. Nous démantelons le régime d'assurance-maladie. Il ne reste plus grand-chose de la nation. Après huit ans de régime conservateur, ce pays est en voie d'être anéanti, et le projet de loi C-20 en est un bon exemple. Première pièce à conviction, monsieur le Président.

• (1240)

**Une voix:** Rappelez-vous le déficit.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Et nous en revenons encore au déficit.

Le problème des conservateurs, c'est qu'ils ne sont pas très attentifs. Je conviens qu'il faut réduire le déficit, mais je dis qu'il faut demander au président du Conseil du Trésor de s'attaquer au problème qu'ont révélé les études mêmes du gouvernement, les études effectuées par un organisme gouvernemental. Il faut absolument trouver le moyen d'augmenter les recettes et de baisser les taux d'intérêt, car cela n'a rien à voir avec le coût des programmes sociaux.

Je sais qu'ils ont des problèmes à lire. Je sais que l'ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Crosbie, n'a jamais lu la loi sur l'Accord de libre-échange. Pas étonnant que nous soyons dans un tel pétrin. Voici maintenant que le président du Conseil du Trésor avoue qu'il ne lit pas les analyses économiques d'un organisme gouvernemental appelé Statistique Canada, lesquelles exposent pour sa gouverne le problème du déficit.

Je dirai, en toute charité et bienveillance, que la meilleure solution pour le Canada, dans les quelques mois que durera encore le mandat du gouvernement, serait d'offrir aux ministériels un cours de rattrapage en lecture

de telle sorte qu'ils puissent lire les documents que produisent leurs propres organismes et comprendre ce qui se passe ici.

Et surtout, cela leur permettrait peut-être de lire le projet de loi C-20, qui prévoit noir sur blanc que, en l'an 2003, le gouvernement fédéral n'appuiera plus directement les soins de santé ni l'enseignement supérieur.

Il s'ensuit que l'on ne pourra plus respecter les cinq principes que sont l'accessibilité, la transférabilité, l'intégralité et l'administration publique, car on n'aura plus le moyen d'influencer les gouvernements provinciaux.

Si un gouvernement provincial veut établir un ticket modérateur, il pourra le faire. En fait, mon collègue manitobain, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et député de Provencher, a déclaré qu'il faudrait peut-être imposer un ticket modérateur. Son collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, en a convenu en septembre, à la conférence sur la santé qui a eu lieu à Winnipeg. Il est disposé à adopter une mesure similaire dans le domaine des soins de santé. C'est ainsi qu'il ne verra aucun inconvénient à ce qu'une province impose un ticket modérateur et qu'une autre ne le fasse pas. Cela ne le dérange pas.

J'estime que dès que nous commencerons à céder sur ce front, dès que nous dirons que le système de soins de santé sera fonction de la capacité de payer de chacun et que les meilleurs soins iront aux plus fortunés, notre pays ne sera vraiment plus le même.

Non seulement la prestation des services de santé ne sera plus la même, non seulement les choses auront changé en ce qui a trait à l'argent, mais elles auront aussi changé du point de vue de notre système de valeurs. Voilà pourquoi ce projet de loi est tellement important et pourquoi les députés d'en face devraient comprendre que nous, de ce côté-ci, y tenons tellement.

Nous sommes en communication avec nos électeurs. Nous comprenons quelle est leur réalité. La réalité, c'est qu'ils voient bien qu'on est en train de détruire leur pays. Ils voient bien qu'on le démolit petit à petit. Ils voient bien qu'on est en train de miner des programmes qui sont essentiels à leur sentiment d'appartenance et à leur sécurité en tant que Canadiens. Telle est la dure réalité.

Si les gens sont mécontents et éprouvent une telle angoisse et une telle insécurité, c'est que tout s'écroule autour d'eux. Ce que le gouvernement rejette et met aux rebus, c'est le genre de contrat social que nous essayons depuis des décennies de bâtir au Canada et sur lequel le système de marché et la libre entreprise sont basés, la notion selon laquelle on peut bâtir un cadre essentiel de sécurité et laisser le soin au gouvernement de jouer un rôle stabilisateur.